

THÈME 4 - LE MONDE, L'EUROPE ET LA FRANCE DEPUIS LES ANNÉES 1990, ENTRE COOPÉRATIONS ET CONFLITS

[Chapitre 1.](#) Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux

Chapitre 2. La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question

Chapitre 3. La République française

CHAPITRE 1. NOUVEAUX RAPPORTS DE PUISSANCE ET ENJEUX MONDIAUX

INTRODUCTION	3
I. DE NOUVELLES « CONFLICTUALITÉS »	4
A. TERRORISME.....	4
1. <i>L'irruption d'un nouvel âge du terrorisme</i>	4
2. <i>Un changement profond dans les relations internationales.....</i>	4
B. LES ÉVOLUTIONS DE LA GUERRE	5
1. <i>Conflits asymétriques, guerres irrégulières.....</i>	5
2. <i>Le retour des crimes de masse et les génocides.....</i>	5
C. RENOUVELLEMENT DE L'AFFRONTEMENT DES PUISSANCES	6
1. <i>Les « émergents »</i>	6
2. <i>La Russie, une puissance « réémergente ».....</i>	6
3. <i>Le retour des affrontements entre puissances ?.....</i>	7
II. UNE GOUVERNANCE MONDIALE FACE AUX DÉFIS CONTEMPORAINS ?	7
A. DES ENJEUX GLOBAUX.....	7
1. <i>Vers une « gouvernance » mondiale ?.....</i>	7
2. <i>Quelle gouvernance ?</i>	7
B. DES COOPÉRATIONS NÉCESSAIRES MAIS DIFFICILES : QUELQUES EXEMPLES.....	8
1. <i>La crise sanitaire</i>	8
2. <i>L'urgence climatique.....</i>	8
3. <i>Le sort des réfugiés</i>	8
4. <i>La justice internationale.....</i>	9
CONCLUSION	9

CHAPITRE 1. NOUVEAUX RAPPORTS DE PUISSANCE ET ENJEUX MONDIAUX

1-2. Titre thème +
Titre Chapitre

Manuel p.262-289

Introduction

3. Introduction

Repères p.264-267- Ce chapitre vise à éclairer les tensions d'un monde devenu progressivement multipolaire en analysant le jeu et la hiérarchie des puissances. Seront mises au jour les formes et l'étendue des conflits ainsi que les conditions et les enjeux de la coopération internationale.

En 1989-1990, la fin de la confrontation Est-Ouest laisse espérer un monde réunifié, fondé sur le droit et la coopération internationale. Les États-Unis, qui font désormais figure d'hyperpuissance *-Vocabulaire p.268* prétendent établir un nouvel ordre mondial, placé sous leur leadership (« gendarmes du monde ») et respectueux des principes fondateurs d'une ONU désormais en capacité de jouer son rôle¹. En témoignent le triomphe apparent de la démocratie libérale à économie de marché *-PDP#26. La fin de l'apartheid en Afrique du Sud p.270-271*², ainsi que la première guerre du Golfe (1990-1991) qui voit la communauté internationale empêcher l'Irak d'annexer le Koweït voisin³, ou encore la contribution au processus de paix entre Israéliens et Palestiniens (Accords d'Oslo, 1993)⁴. Mais tandis que l'intellectuel américain Francis Fukuyama prophétise « la fin de l'histoire » *-L'histoire en débat p.269*, l'illusion d'une *pax americana* *-Le sens des mots p.269* ne va pas tarder à se dissiper.

En effet, dans ce monde devenu en réalité multipolaire sous l'effet des évolutions géopolitiques et géoéconomiques, où la fin de la bipolarisation a favorisé l'affirmation des identités nationales, ethniques et religieuses, les conflits se multiplient et prennent des formes très diverses (guerres civiles, nettoyage ethnique, terrorisme...) *-Carte p.266-267. Guerres et paix depuis 1991*.

Une « gouvernance » mondiale semble nécessaire, mais s'avère très difficile à mettre en place. Les rivalités entre puissances sont loin d'avoir disparu et l'hégémonie états-unienne est contestée.

4. Sommaire
Chapitre

Pourquoi la fin de la guerre froide ne s'est-elle pas traduite par un apaisement du monde ?

¹ Longtemps paralysée par le veto des deux Grands, l'ONU lance entre 1988 et 1993 plus d'opérations et adopte plus de résolutions que durant les quarante années précédentes.

² Washington cesse de ménager le régime raciste d'Afrique du Sud, qui combattait les mouvements communistes en Afrique, ce qui permet l'abolition de l'apartheid *-Vocabulaire p.268* en 1991. En 1992, le pouvoir blanc abandonne l'apartheid et, en 1994, les premières élections multiethniques permettent à Nelson Mandela, libéré en 1990 après 27 années d'emprisonnement politique, de devenir le premier président noir d'Afrique du Sud.

³ Lorsque l'Irak envahit le Koweït en août 1990, l'ONU décide de recourir à la force pour le contraindre à y renoncer. Une coalition d'une trentaine de pays, menée par les États-Unis, est alors mise sur pied et vient facilement à bout des troupes irakiennes lors de la première guerre du Golfe (1991).

⁴ En 1992, les États-Unis interviennent également avec l'aval de l'Onu, mais leur intervention s'avère infructueuse.

I. De nouvelles « conflictualités »

5. Sommaire I

Dossier p.276-277. Les multiples visages de la conflictualité

A. Terrorisme

1. L'irruption d'un nouvel âge du terrorisme

6. 11X2001 : vidéo Lumni

PDP#27. Le 11 septembre 2001 p.278-279- Le 11 septembre 2001, près de 3 000 personnes périssent dans les attentats perpétrés sur le sol américain par l'organisation

jihadiste Al-Qaida -*Vocabulaire p.274*. Les attentats du 11 Septembre 2001 révèlent et font advenir un changement profond dans les relations de Washington avec le reste du monde.

Ces attentats contre le *World Trade Center* à New York et le Pentagone à Washington, tout en marquant un passage à un nouvel âge du terrorisme⁵ -*Vocabulaire p.275 + doc.5 p.277. Le terrorisme frappe la France + doc.4 p.277. Le drone et le kamikaze : deux façons de faire la guerre*, suscitent une immense émotion dans le monde occidental : quand l'administration américaine déclare la guerre au terrorisme, c'est avec l'approbation du Conseil de sécurité, et la solidarité des membres de l'OTAN⁶.

2. Un changement profond dans les relations internationales

7. L'Histoire en débat p.269

L'autre effet de ces attentats est d'ouvrir un changement profond dans les relations entre Washington et le monde. Alors qu'au cours de ses premiers mois, l'administration

G. W. Bush ne semblait guère s'intéresser aux relations internationales, tout change. À ses yeux, la lutte contre le terrorisme relève d'un « choc des civilisations »⁷ -*L'Histoire en débat p.269* et nécessite une liberté d'action totale des États-Unis, qui ne veulent plus être entravés par aucune contrainte internationale, même dans l'emploi de la force. C'est dans le discours de G. W. Bush sur l'état de l'Union⁸ du 29 janvier 2002 que cette pensée est formulée de la manière la plus claire. Et c'est dans cet état d'esprit qu'à la suite de la guerre d'Afghanistan, rapidement remportée et suivie d'une hypothétique « transition démocratique », les États-Unis développent la notion d'emploi de la force à titre préventif⁹, contre l'Irak de Saddam Hussein¹⁰, avec l'objectif affiché d'instaurer plus largement un ordre nouveau au Moyen-Orient, fondé sur la démocratie, la défense des libertés et les droits de l'homme.

G. W. Bush recherche l'accord des pays membres du Conseil de sécurité, mais, confronté à l'opposition de la France, de l'Allemagne et de la Russie, il décide, avec le Royaume-Uni, de se passer de l'ONU. La guerre est finalement menée (20 mars-30 avril 2003) et l'armée de Saddam Hussein facilement mise en

⁵ Ils expriment un terrorisme singulier dans ses objectifs, ses moyens et ses effets. Les objectifs visés sont symboliques (l'emblème du commerce international et le siège de la puissance militaire), les moyens utilisés consistent dans le sacrifice de « martyrs » ; les effets se reflètent dans le nombre de victimes (environ 3 000 morts).

⁶ L'ennemi désigné est le régime taliban au pouvoir en Afghanistan depuis 1996 et protecteur de l'organisation islamiste Al-Qaïda dirigée par Oussama Ben Laden, un Saoudien fanatique. La campagne militaire (« Justice sans limite », rebaptisée « Liberté immuable »), d'octobre à novembre 2001 est un succès, qui débouche sur le déploiement, sous mandat de l'ONU, d'une force internationale chargée d'assurer la sécurité (International Security Assistance Force, ISAF) à Kaboul et dans sa région, et à instituer un gouvernement intérimaire rassemblant toutes les factions afghanes.

⁷ Dans *Le Choc des civilisations* (1996), Samuel Huntington, professeur à Harvard, annonçait le passage d'un monde caractérisé par des oppositions idéologiques (entre communisme et capitalisme) à un monde marqué par des clivages civilisationnels. Il en veut pour preuve la résurgence des sentiments identitaires, que ce soit dans le monde musulman, en Asie ou en Europe orientale. Il estime que c'est l'islam qui explique l'échec de la démocratie dans la majeure partie du monde musulman. À l'inverse, les cultures issues du christianisme favoriseraient la prospérité et la démocratie.

⁸ Le discours sur l'état de l'Union (*State of the Union address*) est un événement annuel où le président des États-Unis présente son programme pour l'année. Ce discours est prononcé à Washington au Capitole, où les deux chambres (la Chambre des représentants et le Sénat) sont réunies (Source : [Wikipédia](https://fr.wikipedia.org/wiki/State_of_the_Union_address)).

⁹ La thèse de Samuel Huntington nourrit la vision du monde de l'administration républicaine. Ainsi, le document définissant la notion de guerre préventive (*National Security Strategy 2002*) évoque les alliés de la terreur comme des « ennemis de la civilisation ». Cf. « L'Amérique a été prise pour cible parce qu'elle est le phare le plus brillant de la liberté et de la possibilité d'entreprendre dans le monde » (G. W. Bush, 20 septembre 2001)

¹⁰ ...accusé de complicité avec Al Qaeda, mais surtout de produire des armes de destruction massive et de chercher à se doter de l'arme nucléaire.

déroute¹¹, mais la doctrine américaine d'action préventive met profondément en cause le système de sécurité collective et la place de l'ONU dans le système international et soulève une vague de protestation mondiale.

B. Les évolutions de la guerre

1. Conflits asymétriques, guerres irrégulières

La difficulté des États-Unis à se prémunir du terrorisme et à assumer efficacement leur rôle de « gendarme du monde » s'explique principalement par la nature asymétrique des conflits contemporains -*doc.1 p.276. La guerre asymétrique*. En effet, ceux-ci opposent rarement deux armées régulières clairement identifiées, comme lors de la guerre du Golfe. Le plus souvent, des troupes régulières font face à des combattants irréguliers -*Vocabulaire p.274*, qui ne se battent pas au nom d'un État et se fondent parmi les populations civiles.

D'où l'incapacité de l'armée américaine à stabiliser l'Afghanistan à partir de 2001, ou l'Irak à partir de 2003. C'est en Irak en 2006 que plusieurs groupes islamistes forment Daesh -*Vocabulaire p.274* : ce mouvement islamiste -*Vocabulaire p.274* apparaît au grand jour en 2013 et constitue entre Irak et Syrie un « califat » que la communauté internationale mettra plusieurs années à faire tomber, sans toutefois abolir complètement les menaces qu'il continue de faire peser sur la région et sur le monde.

8. Syrie vidéo DDC

La multiplication des guerres civiles internationalisées comme celle de Syrie, qui a débuté en 2011 et qui a causé plus de 400 000 morts, est un des traits caractéristiques de ces nouvelles conflictualités.

2. Le retour des crimes de masse et les génocides

Dossier p.272-273. Le retour des violences génocidaires

a. Le retour de la guerre en Europe : la dislocation de la Yougoslavie (1991-1995)

La fin de l'antagonisme bipolaire n'est pas synonyme d'apaisement généralisé. C'est l'irrésistible retour du nationalisme qui est le principal facteur de désordre. L'internationalisme et la fraternité entre les peuples affichés par le régime soviétique et ses alliés apparaît rétrospectivement comme une simple façade dont la dictature a prolongé artificiellement la survie.

9. Texte + carte p.265

L'ancien royaume des Serbes, Croates et Slovènes (appellation officielle de la Yougoslavie jusqu'en 1929) avait tenté de faire coexister des nationalités entre lesquelles les différents étaient déjà anciens, en dépit de la mise au point d'une langue commune, le serbo-croate, au milieu du XIXe siècle. La Yougoslavie comprenait avant son éclatement six Républiques (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie, Slovénie), elles-mêmes constituant autant de mosaïques de peuples et de religions -*Repères p.273. Les peuples de l'ex-Yougoslavie. Carte p.265. La dislocation de la Yougoslavie depuis 1991*- Le 25 juin 1991 les deux républiques occidentales, la Slovénie et la Croatie, proclament leur souveraineté, bientôt reconnue par les principales puissances, à commencer par l'Allemagne. L'armée « fédérale » de Yougoslavie, en fait dominée par les Serbes, vient en aide dès juillet 1991 aux miliciens Serbes de Croatie qui ont pris les armes contre les nouvelles autorités : la guerre commence. Elle se solde par d'importantes conquêtes territoriales des Serbes aux dépens de la Croatie (en Slavonie et en Dalmatie, limitrophes de la Serbie) et de la Bosnie, avant que le sort des armes ne bascule au profit des Croates dans l'été 1995.

Les principales victimes du conflit sont les populations civiles musulmanes de Bosnie, prises au piège durant des années de siège cruel à Sarajevo et dans diverses enclaves confiées à la garde (insuffisante) des casques bleus -*Vocabulaire p.268* dépêchés par l'ONU. Les séparatistes serbes de Bosnie, longtemps couverts par leurs « frères » de Belgrade, ont engagé plusieurs vagues de « purification ethnique » -*ou épuration ethnique : vocabulaire p.268 + doc.4 p.273. Le nettoyage ethnique en Bosnie* (viols et assassinats

¹¹ À la suite de cette victoire, Washington crée en mai 2003 une « coalition des volontaires », force de stabilisation internationale d'une quinzaine de pays, chargée sous l'égide des États-Unis de sécuriser la reconstruction de l'Irak... L'opération *Iraqi Freedom* ne tarde pas à tourner au « bourbier », et l'avenir du pays reste incertain.

collectifs et systématiques) qui ont fait resurgir en Europe le spectre des camps de concentration nazis et des crimes contre l'humanité¹². L'émotion est assez vive pour que la communauté internationale se décide à réagir, en 1995, confiant à l'OTAN le soin de mener des opérations ponctuelles de représailles, établissant à La Haye un tribunal international pour juger les responsables des atrocités commises en Bosnie, imposant enfin aux belligérants un plan de paix : c'est l'accord de Dayton, signé en septembre 1995 par les présidents bosniaque, croate et serbe. Les armes se sont tuées en ex-Yougoslavie mais le danger du nationalisme est partout présent, qui rêve d'une adéquation parfaite entre une « race » (souvent doublée d'une religion) et un territoire, et semble ne plus vouloir des identités plurielles dont la Bosnie aujourd'hui amputée et traumatisée offrait naguère l'exemple.

b. Rwanda : le génocide des Tutsi (1994)

10. Repères +
doc.1 p.272

Le 6 avril 1994, le président du Rwanda Habyarimana est tué dans la destruction de son avion par un missile. Cet attentat provoque le début du génocide -*Vocabulaire p.268* des Tutsi par les Hutu¹³ -*Repères p.272. Hutu et Tutsi au Rwanda*. En 100 jours, périssent entre 800 000 et un million de Tutsi (et de nombreux hutu modérés), assassinés le plus souvent à coups de machettes, de gourdins, de bâtons. Les viols et tortures sont systématiques. Des massacres sont commis dans des églises et des écoles à l'appel des prêtres, des instituteurs -*doc.1 p.272. L'extrémisme hutu*. L'extermination se fait méthodiquement, avec un « rendement » comparable à celui de la Shoah.

Le Front patriotique rwandais (FPR), commandé par Paul Kagamé¹⁴, qui prend rapidement le dessus dans la guerre civile, parvient à stopper le génocide.

C. Renouveau de l'affrontement des puissances

1. La Russie, une puissance « réémergente »

Puissance ré-émergente, héritière de l'ancienne URSS, la Russie de Vladimir Poutine se redresse après une transition économique et politique douloureuse (sous la présidence de Boris Eltsine jusqu'en 2000), notamment grâce à sa manne pétrolière, à la faveur de l'augmentation des cours du brut. Après avoir résisté aux velléités d'indépendance de la Tchétchénie au prix de deux guerres sanglantes (1994-1996 et 1999-2000), relevée de ses années d'humiliation, la Russie défend énergiquement son influence dans son « étranger proche » face à l'extension de l'UE et de l'OTAN -*Vocabulaire p.268* vers l'est¹⁵. C'est ainsi que lors de la récente crise ukrainienne (2014), elle annexe la Crimée au détriment de l'Ukraine. Par ailleurs, son intervention en Syrie (2015) pour soutenir son allié Bachar el-Assad témoigne de son influence internationale partiellement retrouvée.

2. Les « émergents »

Portés par leur prospérité économique, la Chine, l'Inde et le Brésil s'affirment dans les années 2000 comme des puissances émergentes -*Vocabulaire p.275*. Elles contestent la prétention des États-Unis et de leurs alliés occidentaux à régir le monde. L'Inde et le Brésil réclament un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

11. Nouvelles routes
de la soie vidéo DDC

La Chine surtout se met en évidence et suscite des inquiétudes. Tout en ayant adopté le libéralisme économique, elle rejette les principes du libéralisme politique défendus par les Occidentaux. Certains ont voulu voir dans le socialisme de marché la promesse

¹² En 1995, à Srebrenica, plus de 8 000 Bosniaques musulmans sont tués par les forces serbes malgré la présence de casques bleus.

¹³ La transformation des Tutsi en groupe ennemi destiné à disparaître dans d'atroces souffrances résulte d'un long processus de racialisation de la société rwandaise depuis l'époque coloniale allemande puis belge, renforcé après l'indépendance en 1962. Les Belges s'appuient sur les Tutsi et marginalisent les Hutus qui s'appuient sur la thèse de l'origine étrangère des Tutsis, « Européens noirs », « juifs d'Afrique », « cafards ». En 1959, une première guerre civile embrase le pays, des violences contre les Tutsi ont lieu. La majorité hutu s'empare du pouvoir avec le soutien de l'Église catholique et du colonisateur belge, 300 000 Tutsi fuient en Ouganda et s'organisent politiquement, formant la base du futur FPR de Paul Kagamé. L'indépendance du Rwanda accroît la persécution, le régime évolue vers une dictature, en 1973, un coup d'État porte au pouvoir le président hutu Habyarimana soutenu par la France. Les massacres de Tutsi se répètent en 1990 et 1992.

¹⁴ Depuis 1994, Paul Kagamé est le président du Rwanda.

¹⁵ ...ce qui constitue un grave motif de tension, malgré la création en 1997 d'un Conseil conjoint permanent OTAN-Russie.

d'une évolution positive, le libéralisme politique voyageant dans les fourgons du libéralisme économique ; au contraire, on assiste plutôt à « la redoutable alliance de deux systèmes méprisant l'individu et durs aux plus fragiles »¹⁶. Fort de sa réussite économique, Pékin investit massivement dans la modernisation de son armée et cherche à diffuser son influence, à l'échelle régionale et au-delà¹⁷, visant à terme le leadership mondial devant les États-Unis -*Chiffres p.275*.

3. Le retour des affrontements entre puissances ?

Depuis 2009, les dirigeants des BRICS se réunissent à intervalles réguliers pour tenter de coordonner leurs actions et ainsi de peser face aux puissances occidentales. Rejoints par l'Afrique du Sud en 2011, ils réunissent 42% de la population mondiale, 20% du PIB mondial et 60% de la croissance économique mondiale. Mais les divergences, voire les rivalités entre eux sont très fortes. La Russie qui souffre d'une démographie atone craint l'expansionnisme de son voisin chinois très peuplé. L'Inde et la Chine sont de longue date en lutte pour la suprématie en Asie.

12. Provocation RPC en mer de Chine vidéo Nouvel Obs

L'intervention de la Russie en Ukraine en 2014 et les ingérences dont elle est accusée dans l'élection présidentielle américaine de 2016 font craindre à certains un retour de la guerre froide. Pour d'autres, le principal danger serait plutôt que les États-Unis tombent dans le « piège de Thucydide » et déclenchent une guerre contre la Chine dont la montée en puissance fragilise leur position dominante -*L'Histoire en débat p.275*.

II. Une gouvernance mondiale face aux défis contemporains ?

13. Titre + Sommaire II

Cours 2 p.274-275. Depuis 2000 : comment organiser un monde multipolaire ?

A. Des enjeux globaux

Dans un « monde mondialisé » marqué par les interdépendances, les crises environnementales, migratoires, sanitaires ou économiques, ne peuvent être réglés à l'échelle nationale. Si le maintien d'un ordre mondial pacifié paraît impossible, l'ONU reste néanmoins une instance régulatrice indispensable, qui intervient jusque dans l'administration d'États faillis comme Haïti de 1993 à 1996 -*Dossier p.280-281*.

À quoi sert l'ONU ?

1. Vers une « gouvernance » mondiale ?

14. Définition Géoconfluences

À défaut d'un utopique gouvernement mondial, une « gouvernance mondiale » est progressivement élaborée par divers acteurs.

La phase actuelle de la mondialisation conduit à l'émergence d'un nouveau paradigme pour le gouvernement du monde : la gouvernance. Ce terme a d'abord été utilisé dans le monde des entreprises, pour désigner la recherche d'une gestion optimale. Il a ensuite été employé dans les instances visant à évaluer et améliorer les modes de gouvernement des États (le terme devient courant à la Banque mondiale à partir de 1989), et d'abord des États pauvres demandant des programmes d'aide au développement. Enfin la *global governance* désigne aujourd'hui la régulation universelle de problèmes qui se posent à l'échelle de l'humanité entière.

2. Quelle gouvernance ?

15. Infographie

Deux voies sont envisagées, toutes deux désignées par le terme de gouvernance :

- La première voie renvoie aux États, qui se sont saisis de l'aspiration à la gouvernance. Dès les années 1970, confrontés à la crise, les pays industrialisés ont voulu relancer la coordination des politiques économiques par l'institutionnalisation de rencontres multilatérales au sommet. C'est ainsi qu'en 1974 naît le G6 qui s'ouvre au Canada en 1975 puis à la Russie en 1998. À la suite de la crise de 2008, il s'élargit pour former le G20 afin de tenir compte des nouveaux équilibres de l'économie mondiale, en particulier de l'ascension des pays émergents. Cette « voie » correspond à des négociations internationales classiques, mettant en jeu les

¹⁶ P. Touchard, C. Bermond, P. Cabanel, M. Lefevre, *Le siècle des excès*, p.311, Puf, réédition 2016.

¹⁷ Cf. l'ambitieux projet des « nouvelles routes de la soie »

concepts traditionnels de multilatéralisme, de rapport de forces entre PDEM, PED, puissances émergentes, etc.¹⁸.

- La seconde voie propose un nouveau mode de gestion des relations internationales à mi-chemin entre un gouvernement mondial, jugé irréalisable, et la simple coopération entre nations. Elle remet en cause le monopole de l'État sur les affaires mondiales en prétendant associer, dans une relation horizontale, sans domination, acteurs étatiques, supra-étatiques (ONU¹⁹, organisations régionales) et non étatiques (influence grandissante des FTN²⁰, des scientifiques²¹, des ONG²²...)

B. Des coopérations nécessaires mais difficiles : quelques exemples

Dossier p.280-281. À quoi sert l'ONU ?

1. La crise sanitaire

16. Vidéo ONU Info

En septembre 2020, Antonio Guterres, le Secrétaire général de l'ONU, a constaté l'échec de la coopération internationale face à la pandémie de covid-19 : pour lui, la pandémie de Covid-19 « met manifestement à l'épreuve la coopération internationale -épreuve à laquelle nous avons échoué [...] Cette situation a été créée par le manque de préparation, de coopération, d'unité et de solidarité à l'échelle mondiale ». En effet, dans un monde où les menaces sont interconnectées, le besoin de gouvernance mondiale est criant. Les débats qui découlent de ces constats, notamment la capacité d'engager une campagne de vaccination à l'échelle mondiale²³, sont loin d'être tranchés.

2. L'urgence climatique

17. Capture écran Le Monde + lien

Des tentatives de régulation dans des domaines spécifiques comme celui du climat sont initiées. En 1997, au sommet de Kyoto, 38 États signent des accords qui les engagent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre²⁴. L'accord de Paris contre le dérèglement climatique, signé en 2015 par 195 pays à l'occasion de la COP 21, a été salué comme un exemple de coopération internationale puisqu'il a permis de surmonter le blocage récurrent entre « Nords et Suds »²⁵. Pour autant, sa traduction concrète est sujette à caution : Cf. départ (2017) puis retour (2021) des États-Unis ; Cf. également l'absence de sanctions pour les États qui ne tiennent pas leurs engagements de réduction d'émission de gaz à effet de serre (GES).

3. Le sort des réfugiés

18. Capture écran ONU + lien

Depuis 2015, les pays européens sont confrontés à un afflux de réfugiés en provenance de pays en guerre ou en crise politique grâce. Plus de quatre millions de syriens par exemple ont quitté leur pays, et depuis cette date, plus de 300 000 personnes ont tenté de traverser la Méditerranée -dont 15 000 au moins ont trouvé la mort. Mais si la pression sur l'Europe est indéniable, les flux de réfugiés restent très majoritairement confinés aux territoires en crise et à leurs voisins²⁶. Pour ces réfugiés et déplacés de plus en plus nombreux, le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR), institution de l'ONU, coordonne l'action internationale en vue de les protéger, les assister et les ramener chez eux quand cela est possible. Les moyens dont le HCR dispose restent largement insuffisants au regard de la tâche qui est la sienne.

¹⁸ Cf. conférences de Bandung (1955) et de Belgrade (1961)

¹⁹ Depuis le Sommet de la Terre à Rio de Janeiro (Brésil) en 1992, l'ONU organise des grandes conférences internationales associant acteurs étatiques et non étatiques.

²⁰ Les FTN défendent leurs intérêts et leur stratégie mondiale par exemple lors du Forum économique mondial annuel à Davos (Suisse) et plus globalement par un lobbying intense.

²¹ Cf. par exemple le rôle du [GIEC](#) dans la recherche d'une « gouvernance climatique » mondiale.

²² Les ONG altermondialistes se présentent comme des porte-parole d'une société civile globale, dépassant les intérêts nationaux des États et les intérêts privés des FTN. Elles agissent comme actrices de terrain et impulsent des mobilisations à l'échelle mondiale. Certaines se réunissent régulièrement depuis 2001 lors du Forum social mondial.

²³ Cf. les discussions au sujet d'une éventuelle levée des brevets sur les vaccins.

²⁴ Les États-Unis, initialement signataires de ces accords sous la présidence Clinton, ne les ratifieront (présidence George W. Bush : « le mode de vie américain n'est pas négociable »)

²⁵ « [Les points clés de l'accord universel sur le climat](#) », *Le Monde*, 12 décembre 2015

²⁶ Par exemple, le Liban et la Turquie sont les principaux pays d'accueil des réfugiés syriens.

4. La justice internationale

19. Vidéo AFP CPI
+ doc.3 p.283

Instituée en 2002, conformément au Statut de Rome adopté en 1998, pour juger les coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité²⁷, la Cour pénale internationale (CPI) est compétente pour juger les génocides, les crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Hélas, seuls 123 des 193 États membres de l'ONU reconnaissent son autorité à cette heure. C'est le cas de l'ensemble des membres de l'UE, mais pas des États-Unis, ni de la Chine ou de la Russie - *Dossier p.282-283. La difficile mise en place d'une justice internationale.*

Conclusion

20. Conclusion

Synthèse p.284-285

Sujets bac p.286-289

²⁷ Cour permanente et indépendante, elle fait suite à la tenue juridictions temporaires pour la Yougoslavie (TPIY, 1993) et le Rwanda (TPIR, 1994).